



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Mercredi 18 mai 2022

**El Watan**  
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

## RÉFÉRENTIEL DES PRIX DE L'IMMOBILIER «ASSURER PLUS DE TRANSPARENCE»

Dans un communiqué rendu public, la Direction générale des impôts (DGI) a publié le référentiel des prix de l'immobilier relatif à la période biennal 2021-2022, par wilaya, communes et par zones. Les prix ont également été fixés en fonction du type de biens. C'est-à-dire : immeubles individuels, collectifs et semi-collectifs, locaux et terrains, notamment. Le document est scindé en quatre parties.

Il compte un fichier par localisation géographique, ainsi que des termes de références pour les régions Sud, Nord, Est et Ouest. Pour les habitations, les prix sont fixés selon plusieurs critères. En plus du type de bien et de sa situation dans la wilaya, le référentiel prend en considération la qualité, entre standing, amélioré et précaire, alors que pour les locaux à usage professionnel, les prix varient selon l'emplacement (artère principale, secondaire, artère peu commerciale...).

Les prix des terrains sont fixés à l'hectare, qu'ils soient à usage agricole ou industriel, selon les différentes caractéristiques (nombre de façade, raccordement aux réseaux publics et potentialités).

Le document reprend globalement des fourchettes entre valeur minimale et valeur maximale des valeurs immobilières selon le prix du marché. Autrement dit, la valeur vénale, qui constitue, selon la DGI, le seul paramètre retenu par la législation fiscale en vigueur.

Et ce, en matière de transactions immobilières, pour la détermination de la base imposable aux droits d'enregistrement, à la taxe de publicité foncière et à l'impôt sur le revenu global (plus-values de cessions). Cette valeur est également utilisée par l'administration fiscale pour l'appréciation et le contrôle des valeurs déclarées au titre des transactions réalisées et pour l'évaluation des biens en matière d'impôt sur la fortune. Ce référentiel a été conçu sur la base d'informations recueillies auprès de divers organismes, agences, entreprises et offices, activant dans le domaine de l'immobilier.

A travers la publication du référentiel des prix de l'immobilier, la DGI aspire à «assurer plus de transparence», indique le communiqué rendu public hier, qui précise : «Le référentiel fera l'objet d'une actualisation périodique» tenant compte des évolutions pouvant affecter le marché de l'immobilier.

Globalement, les prix sont plus élevés au Centre. Pour le cas d'Alger, par exemple, les prix sont beaucoup plus élevés à Alger-Centre et Kouba. Le document fixe une fourchette allant de 220 000 à 253 000 DA le mètre carré (DA/m<sup>2</sup>) en résidentiel pour la première commune (contre 190 000 à 218 500 DA/m<sup>2</sup> en zone périphérique et de 205 000 à 235 750 DA/m<sup>2</sup> au centre-ville). A Kouba, les locaux à usage professionnel coûtent entre 175 000 et 201 250 DA/m<sup>2</sup> en zone résidentielle, alors que le prix d'un logement en collectif ou semi-collectif oscille entre 205 000 et 235 750 DA/m<sup>2</sup>. A Annaba, le prix au mètre au carré est bien au-dessous de la fourchette d'Alger, n'atteignant pas les 140 000 DA/m<sup>2</sup> pour les logements individuels et ne dépassant pas les 200 000 DA/m<sup>2</sup> pour les locaux commerciaux.

A l'Ouest et à Oran précisément, le semicollectif en zone résidentielle coûte entre 94 000 et 108 000 DA/m<sup>2</sup>. C'est au Sud que les prix sont les plus bas avec, à titre illustratif, un prix allant de 26 000 à 30 000 DA/m<sup>2</sup> en résidentiel pour un logement individuel. A Laghouat, les prix sont plus élevés. Le prix d'un logement en standing au centre-ville varie entre 56 128 et 66 033 DA/m<sup>2</sup> alors que celui d'un local à usage professionnel dans une artère hautement commerciale va de 12 030 à 15 800 DA/m<sup>2</sup>. C'est en fait là où la demande est plus importante que les prix sont plus élevés.



## **RÉVISION DU SYSTÈME DES SUBVENTIONS : Le PT sera présent à la commission nationale**

Le Parti des travailleurs (PT) sera présent à la commission nationale chargée de réviser le système des subventions sociales. L'annonce a été faite hier par le biais d'un communiqué rendu public par le secrétariat général du parti.

«Le Parti des travailleurs a reçu un courrier de la présidence de la République, à travers lequel il lui est demandé de désigner un représentant à la “commission” chargée de réviser le système des subventions sociales qui sera installée demain (aujourd’hui ndlr) mercredi 18 mai par le président Abdelmadjid Tebboune», a affirmé le PT, confirmant sa présence à cette commission pour qu’il puisse défendre sa position déjà connue sur ce dossier d’une extrême importance et sensibilité.

«Parce qu’il s’agit d’une question fondamentale pour la survie de l’immense majorité du peuple, le Parti des travailleurs a décidé d’y aller pour exprimer sa position, connue de tous, à savoir le maintien des subventions de l’Etat aux produits et services de large consommation et des transferts sociaux, car ils font partie des principaux fondements de l’Etat social, produit de la Révolution de Novembre 1954 et du sacrifice de 1,5 million de martyrs», a précisé le parti de Louisa Hanoune.

Ainsi donc, le PT siègera dans cette commission afin qu’il puisse défendre le maintien des subventions de l’Etat vitales pour de nombreux Algériens «dans une situation marquée par l’effondrement social généralisé sans précédent qui fait peser les plus grands dangers sur la cohésion nationale et la stabilité du pays».

Le PT a déjà exprimé, haut et fort, son opposition «à toute remise en cause d’un des principaux acquis de l’indépendance nationale qui a permis des avancées considérables dans la lutte contre la pauvreté». Pour cette formation politique, aussi bien les subventions directes de certains produits de large consommation que les transferts sociaux ont substantiellement contribué «à l’amélioration du pouvoir d’achat et plus généralement au progrès socioéconomique».

S’il y a donc un dossier sur lequel le PT refuse de céder, c’est bien celui des subventions. Il rappelle que parmi les acquis fondamentaux de l’indépendance, il y a bien l’accès gratuit à l’école, à l’université, à la santé et au logement. L’objectif assigné à la commission nationale de révision des subventions, dont l’installation prévue pour aujourd’hui a été finalement reportée, est de trouver le meilleur moyen d’aller vers le ciblage des subventions.

Autrement dit, cette commission aura à mettre en place un nouveau système pour des subventions plutôt orientées vers les couches sociales qui en ont besoin. Pour ce faire, le gouvernement a déjà sollicité l’assistance technique de la Banque mondiale pour mettre un outil visant à déterminer et à recenser les familles aux revenus modestes, éligibles donc à recevoir l’aide de l’Etat.

## REPORT DE L’INSTALLATION DE LA COMMISSION DES SUBVENTIONS

Annoncée pour aujourd’hui, l’installation par le président de la République de la commission chargée de la révision des subventions est reportée à une date ultérieure. Pourtant, tous les partis politiques, des associations, des experts économiques, l’institution parlementaire ont été saisis par courrier en début de cette semaine pour désigner leur représentant au sein de cette commission. Cependant, aucune explication n’a été fournie par les services de la Présidence quant à ce report.

## **LE CABINET FINABI ESTIME QUE LA VALEUR DE DJEZZY A ÉTÉ SURCOTÉE.**

### **«Le FNI ne doit pas payer plus de 600 millions de dollars à Veon»**

Selon une note d'analyse effectuée par le cabinet conseil Finabi en 2021, qui parlait déjà de la surcotation de Djazzy, «l'Etat aurait dû payer uniquement 1,22 milliard de dollars», au lieu des 2,4 mds de dollars, pour sa prise de participation. Dans le cadre du processus de cession des parts de Veon dans Ominium Télécom Algérie OTA (Djazzy), au Fonds national d'investissement (FNI), une banque d'affaires vient de faire la troisième et dernière évaluation de la valeur de l'opérateur téléphonique en la chiffrant à 1,5 milliard de dollars.

Une valeur qui se rapproche de l'évaluation qui avait été faite en juillet 2021 par Finabi Conseil, souligne son président, Chaabane Assad, qui avait, à l'époque, estimé l'opérateur à 1,6 md de dollars. Cette nouvelle évaluation, faite par l'évaluateur indépendant choisi par les deux parties, confirme que l'estimation qui avait été faite en 2015 de Djazzy pour l'opération de rachat des parts a été exagérée.

«Cette évaluation finale de Djazzy montre une baisse conséquente de la valeur totale de l'opérateur, qui était supérieure à 5 mds de dollars en 2015, lors de la cession des 51% des parts de Vimpelcom (pour un montant de 2,645 mds de dollars) devenu Veon en 2017», indique Chaabane Assad. Selon une note d'analyse effectuée par le cabinet conseil Finabi en 2021, qui parlait déjà de la surcotation de Djazzy, «l'Etat aurait dû payer uniquement 1,22 md de dollars», au lieu des 2,4 mds de dollars, pour sa prise de participation.

Et de recommander que dans l'état actuel avec la nouvelle évaluation de la valeur de Djazzy, le FNI ne doit pas payer plus de 600 millions de dollars à Veon pour le rachat de ses parts. L'opération de vente est estimée par Veon, dans son rapport sur le bilan du 1er trimestre 2022, à 642 millions de dollars. Veon a, pour rappel, annoncé en 2021 sa décision de céder ses 45,5% de participation dans OTA au FNI pour le compte de l'Etat algérien. En 2011, Vimpelcom avait obtenu l'accord de l'ancien actionnaire de Djazzy, Naguïb Sawiris, pour lui racheter une participation majoritaire dans OTH. Les autorités algériennes avaient réagi en optant pour le droit de préemption sur 97% des actions de Djazzy.

Un long bras de fer entre l'Etat algérien et le groupe Sawiris a duré jusqu'à 2014. A cette date, les actifs d'Orascom Telecom Algérie (ancien propriétaire de Djazzy) ont été transférés à Ominium Telecom Algérie en conservant la marque Djazzy, avec une distribution de parts à hauteur de 51% pour l'Etat algérien et 45,5% pour Vimpelcom, via Global Telecom. En 2017, Veon a repris les parts de Vimpelcom, et aujourd'hui il compte s'en séparer pour le compte de l'Etat algérien.

Le groupe, qui passe par des difficultés financières, a déclaré, dans un communiqué, que «cette dernière étape rationalisera davantage les opérations de Veon, en permettant une meilleure concentration sur nos principaux marchés». Veon a préféré donc se séparer de ses actifs dans les marchés algérien et bangladaishi, afin de se concentrer sur des pays comme le Pakistan, l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Les faibles performances de l'opérateur Djezzy ont précipité la décision de Veon. Au premier trimestre 2021, l'opérateur algérien avait enregistré une baisse de 13,6% de ses revenus (160 millions de dollars). Veon avait imputé cette baisse de performance à «la concurrence agressive des prix et au ralentissement économique global».

«La raison pour laquelle nous avons estimé que Veon doit subir un badwill est la baisse de la performance d'OTA pendant la période 2015- 2019. Cependant, la croissance d'activité que connaît l'entreprise depuis cinq trimestres (2021 et le premier trimestre 2022) a été considérée par la banque d'affaires comme un élément probant pour maintenir le prix à la valorisation effectuée», suggère le président de Finabi Conseil.



### Révision du système des subventions sociales :Tebboune à la manœuvre

Le président de la République doit installer, aujourd'hui, la Commission nationale qui sera chargée de ce chantier. C'est le jour J. La question de la révision des subventions sociales qui était inscrite dans le projet de loi de finances entre dans sa phase de débat et de concertations. Il sera surtout question de toucher à un édifice qui a joué un rôle prépondérant pour assurer la justice sociale, un trait de caractère particulier à la République. Une soupape de sécurité conçue pour assurer aux revenus les plus modestes l'accès aux produits de première nécessité à des prix abordables (pain, lait...).



### Réforme budgétaire : L'incontournable accompagnement

Le Système intégré de gestion budgétaire (Sigb) permettra de faire ressortir clairement les flux financiers. Parmi les réformes engagées par l'Etat pour le redressement de la situation financière et économique du pays, celle relative à la gestion budgétaire, semble entrer dans une phase cruciale de sa réalisation, dans la mesure où elle introduit des changements et modifications notables dans la gestion budgétaire des institutions de l'Etat.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Le produit de la finance islamique commercialisé par plus de 40 agences BEA**

Au total, 44 agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) commercialisent depuis fin décembre 2021 à ce jour le produit de la finance islamique à l'échelle nationale, a indiqué mardi à Aïn Defla, le Directeur général de cet établissement bancaire public, Lazhar Latrèche.



### **Publication du «référentiel des prix de l'immobilier»: Fini, les sous-déclarations ?**

La Direction générale des impôts (DGI) a rendu public, lundi, le « référentiel des prix de l'immobilier relatif à la période biennale 2021-2022 ».



### **La DGI publie un référentiel des prix de l'immobilier**

La Direction générale des impôts (DGI) a publié, lundi 16 mai, un référentiel des prix de l'immobilier relatif à la période biennale 2021-2022. « Il est porté à la connaissance des personnes physiques et morales, réalisant des transactions immobilières, de biens bâtis et/ou non bâtis, que la Direction Générale des Impôts met à leur disposition, le référentiel des prix de l'immobilier relatif à la période biennale 2021-2022, par wilaya, communes, zones et par type de biens (Immeubles individuels, collectifs et semi collectifs ; locaux, terrains...) », indique la DGI dans un communiqué publié sur son site internet.



### **Le produit de la finance islamique commercialisé par plus de 40 agences BEA**

Au total, 44 agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) commercialisent depuis fin décembre 2021 à ce jour le produit de la finance islamique à l'échelle nationale, a indiqué mardi à Aïn Defla, le Directeur général de cet établissement bancaire public, Lazhar Latrèche, rapporte l'agence officielle.





## [Immobilier: La DGI publie un référentiel des prix relatifs à la période biennale 2021-2022](#)

La Direction générale des impôts (DGI) a édité un référentiel des prix de l'immobilier relatif à la période biennale 2021-2022. Dans un communiqué publié sur son site officiel, la DGI a informé l'ensemble des personnes physiques et morales, réalisant des transactions immobilières, de biens bâtis et/ou non bâtis, qu'elle met à leur disposition le référentiel des prix de l'immobilier relatif à la période biennale 2021-2022, par wilaya, communes, zones et par type de biens (immeubles individuels, collectifs et semi-collectifs, locaux, terrains...).



## [La finance islamique fait son chemin en Algérie](#)

Au total, 44 agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) commercialisent depuis fin décembre 2021 à ce jour le produit de la finance islamique à l'échelle nationale, a indiqué ce mardi à Aïn Defla, le Directeur général de cet établissement bancaire public, Lazhar Latrèche.



## [UN NOUVEAU SYSTÈME INTÉGRÉ EN COURS D'APPLICATION : Efficacité et transparence dans la gestion des deniers publics](#)

Le directeur générale du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd, a affirmé que le système intégré de gestion du budget (SIGB) offrira à l'Algérie les moyens de gérer efficacement et avec transparence les deniers publics.



## عدة وكالات تقترح منتجات الصيرفة الإسلامية

أكد المدير العام لبنك الجزائر الخارجي لزه لطرش، أن وكالة لهذه المؤسسة المالية العمومية تقترح منذ نهاية شهر ديسمبر 2021 إلى غاية اليوم منتجات الصيرفة الإسلامية على الصعيد الوطني. وقال لطرش في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية، على هامش تدشين وكالة جديدة لبنك الجزائر الخارجي بولاية عين الدفلى: "إذا أخذنا بعين الاعتبار إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية منذ 4 أشهر ونصف فقط، فلا يسعنا إلا الإشادة بهذه النتيجة".



## تشمل أصحاب الحسابات البنكية والبريدية بضمانات أكبر: بطاقات "لا تلامسية" لسحب الأجور قريبا.. 11 مليون جزائري معيون

كشف المدير العام لمجموعة المصالح في سوق المال الإلكتروني أو لتجمع النقد الآلي، مجيد مسعودان، عن إطلاق الدفع اللاتلامسي لأول مرة في الجزائر الصيف المقبل، والذي سيمكّن 11 مليون جزائري من حملة بطاقات الدفع البين بنكية "سي إي بي" وحملة بطاقات الدفع الذهبية لبريد الجزائر "غولدن كارت" من سحب وإيداع أموالهم بمجرد تقريب البطاقة من أجهزة الدفع الإلكترونية متعددة الأطراف "تي بي أو" من دون إدخال البطاقة في الجهاز، أي بطريقة لا تلامسية، على غرار ما هو متعامل به في الخارج.



## بتشكيلة من 140 عضو: تنصيب اللجنة الوطنية لمراجعة الدعم الاجتماعي الأربعاء

ينتظر، الأربعاء، تنصيب اللجنة السياسية الوطنية لمراجعة الدعم الاجتماعي المعمول به حالياً، واعتماد الانتقائية كآلية جديدة لتسيير أعلفة مالية ضخمة، هذه اللجنة التي ستجمع في تشكيلتها أجزابا سياسية ونوابا بالمجلس الشعبي الوطني وأعضاء بمجلس الأمة، وناشطين في المجتمع المدني سيرأسها المستشار لدى رئيس الجمهورية المكلف بالملف الاقتصادي ياسين ولد موسى.





### بنك الجزائر: عدة وكالات تقترح منتجات الصيرفة الإسلامية

أكد المدير العام لبنك الجزائر الخارجي لزه لطرش، أن 44 وكالة لهذه المؤسسة المالية العمومية تقترح منذ نهاية شهر ديسمبر 2021 إلى غاية اليوم منتجات الصيرفة الإسلامية على الصعيد الوطني. وقال لطرش في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية، على هامش تدشين وكالة جديدة لبنك الجزائر الخارجي بولاية عين الدفلى: "إذا أخذنا بعين الاعتبار إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية منذ 4 أشهر ونصف فقط، فلا يسعنا إلا الإشادة بهذه النتيجة".



### الرئيس تبون: 28 مليار دولار من فاتورة الاستيراد كانت تُصرف في غير محلها

قال رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الثلاثاء، إنه تم تقليص فاتورة الاستيراد المزيف القاتل للاقتصاد. من 60 مليار الى 32 مليار دولار أي أن 28 مليار دولار في غير محلها. وأضاف الرئيس تبون خلال منتدى الأعمال والاستثمار الجزائري التركي "أملنا في أن توجه الجهود الى الاستثمار في قطاع الفلاحة. بالنظر للمؤهلات التي تزخر بها الجزائر".

■ Raouya à propos du Système intégré de gestion du budget (SIGB)

# Pour une image fiable sur les biens et la situation financière

**Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a affirmé, avant-hier lundi à Alger, que la nouvelle comptabilité du Système intégré de gestion budgétaire (SIGB) permettra la vérification de la conformité des opérations réalisées des autorisations accordées par le Parlement à travers, a-t-il dit, la mise en place d'une comptabilité tridimensionnelle qui fera ressortir clairement les flux financiers, et partant permettre la vérification de la conformité des opérations réalisées des autorisations accordées par le Parlement.**



■ «Le Sigb englobe un système de comptabilité générale permettant de refléter une image fiable sur les biens et la situation financière de l'Etat». (Photo: DR)

«La nouvelle comptabilité du Système intégré de gestion budgétaire (Sigb) permettra de renforcer l'efficacité de la gestion au niveau des institutions de l'Etat», a indiqué Raouya dans une allocution lue en son nom par le directeur général du budget au ministère, Abdelaziz Faïd lors d'une Journée d'étude sur le thème : «Sigb, outil d'accompagnement de la réforme budgétaire et comptable». Faisant remarquer que cette comptabilité doit accorder la priorité aux règles appliquées aux sociétés.

Le Sigb, a-t-il poursuivi, concerne en outre la comptabilité analytique des coûts, doté de données des comptabilités budgétaires et générales, qui auront graduellement un rôle dans la mesure de la performance des programmes et opérations en jetant la lumière sur leurs coûts, ajoute le ministre. «Le Sigb englobe également un système de comptabilité générale permettant de refléter une

image fiable sur les biens et la situation financière de l'Etat», a-t-il ajouté faisant savoir que la réforme de la gouvernance du budget implique la rationalisation des moyens, la maîtrise de la cadence et le niveau de dépenses, l'usage optimal des ressources disponibles et la bonne gestion des projets, ce qui permettra d'atteindre les objectifs d'efficacité et la faisabilité des deniers publics ainsi que la veille sur la qualité de l'effort consenti.

Pour sa part, le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd, a fait remarquer que ce système permettra d'effectuer un contrôle, plus rigoureux, des budgets en simplifiant le travail des ordonnateurs, des contrôleurs financiers, des comptables ainsi que des gestionnaires de métiers, de digitaliser et de rationaliser les processus budgétaires en accé-

lérant le traitement des actions liées à la dépense.

Assurant que ce système offrira à l'Algérie les moyens de gérer efficacement et avec transparence les deniers publics. «Ce système informatisé couvre les besoins de la gestion budgétaire des ministères et leurs démembrements, en mode programmes, et ceux de la gestion comptable en dépenses et en recettes», a-t-il fait remarquer.

Rappelant que ce projet, dont le Comité chargé de superviser sa mise en œuvre a été installé en avril 2021, est financé avec l'appui de la délégation de l'Union européenne et confié au consortium DAI-Human Dynamics, le DG du Budget au ministère des Finances, a fait savoir que ce système concerne, à terme, toutes les administrations, en visant, dans un premier temps, une expérimentation avec cinq ministères pilotes et leurs services dé-

concentrés dans deux wilayas.

Pour ce qui est de l'aspect opérationnel, le système, a poursuivi Abdelaziz Faïd, a été découpé en trois paliers fonctionnels. Le premier palier, a-t-il dit, concerne la chaîne de la dépense, auquel se grefferont des interfaces avec des domaines comme les dépenses de paie ou des pensions des Moudjahidine. Le second palier, a-t-il poursuivi, concerne des compléments à la chaîne de la dépense et à l'exécution budgétaire, avec notamment la gestion des crédits, ainsi que la comptabilité générale et les recettes avec l'interface des systèmes des recettes fiscales (impôts), douanières et domaniales.

Ce palier, a encore ajouté Abdelaziz Faïd, concerne également l'interface avec le système intergouvernemental de budgétisation «Sigbud» qui permettra de préparer le budget en mode Loll (Loi organique des Lois de Finances, Ndlr). S'agissant du troisième palier, le DG du Budget a fait savoir que ce dernier concerne le pilotage, les restitutions et le suivi des objectifs budgétaires, en plus de la comptabilité d'analyse des coûts.

De son côté, le directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, Abdelkrim Bouzred, a assuré que ce système intégré, permettra d'obtenir les états financiers dans des délais courts voire de manière instantanée, en matière de comptabilité.

Cela, a-t-il indiqué, offrira à l'Etat la possibilité d'avoir une configuration financière en matière de comptabilité à l'image de l'entreprise. «Le Sigb permettra d'effectuer des consolidations des états financiers rapides et significatifs», a-t-il dit.

**Rabah Mokhtari**



PRODUITS  
DE LA FINANCE ISLAMIQUE  
**Commercialisés**  
**par 44 agences**  
**BEA**

Au total, 44 agences de la Banque extérieure d'Algérie commercialisent depuis fin décembre 2021 à ce jour le produit de la finance islamique à l'échelle nationale, a indiqué mardi à Aïn Defla, le Directeur général de cet établissement bancaire public, Lazhar Latrèche. "Si l'on prend en ligne de compte le fait que la commercialisation du produit de la finance islamique par la BEA n'a été lancée que depuis 4 mois et demi (le 30 décembre 2021, Ndlr), nous ne pouvons que nous réjouir de ce résultat", a déclaré M. Latrèche à l'APS, en marge de l'inauguration officielle d'une nouvelle agence de la BEA à Aïn-Defla. Il a indiqué, en outre, que ses services commercialisent sept produits bancaires islamiques, dont six sont destinés aux particuliers et un aux entreprises. Il s'agit des "compte courant islamique", "compte d'épargne islamique", "compte de dépôt d'investissement non restreint à terme", "compte de dépôt islamique pour les particuliers", "mourabaha immobilière", "mourabaha automobile" et "mourabaha consommation". Deux autres produits seront lancés dans un "proche avenir" à l'adresse des clients de cette banque.

## LES DÉPUTÉS PRÉCONISENT L'OUVERTURE DE BUREAUX DE CHANGE



LORS des débats sur le projet de loi définissant les règles générales applicables aux zones franches, les membres de la Commission des affaires économiques, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale ont abordé le dossier d'agrément des bureaux de change en Algérie à travers toutes les wilayas du pays, notamment frontaliers. L'ouverture de bureaux de change mettra

fin aux marchés parallèles de vente de devises fortes. Les députés ont souligné la nécessité d'adopter et d'ouvrir des bureaux de change officiels, surtout que le gouvernement s'apprête à lancer la nouvelle loi de promotion des investissements et la loi sur les zones franches. Un dossier pour lequel le ministre s'est engagé dans sa réponse aux députés à étudier.



## LE PRIX DU PÉTROLE A DÉPASSÉ LES 115 DOLLARS HIER

# Les raisons de la nouvelle hausse

*Les tentatives d'altération du marché mondial du pétrole par les grands pays consommateurs, afin de juguler la montée des prix, s'avèrent vaines. A l'accalmie des dernières semaines, suscitée par le tas d'incertitudes du conflit russo-ukrainien et par les confinements en Chine, a succédé une remontée pas très surprenante à la réouverture des marchés, lundi.*

Les nouvelles annonçant des mesures destinées à alléger les restrictions édictées pour freiner l'évolution de la pandémie en Chine n'ont pas tardé à faire leur effet sur la plupart des marchés mondiaux dont celui, bien entendu, de l'or noir. Boostés, d'une part, par le retour progressif à la normale de l'activité à Shanghai, et la tension sur l'offre des produits pétroliers raffinés (l'essence particulièrement), d'autre part, les prix des deux barils de référence ont amorcé leur remontée au

fur et à mesure que la séance de réouverture, lundi, avançait. Au bout, est venue s'ajouter aux facteurs haussiers la nouvelle faisant état de l'intention de la Suède d'en finir avec son statut de pays neutre en demandant à intégrer l'Otan, renforçant ainsi les convictions selon lesquelles l'annonce d'un embargo sur le pétrole russe n'est plus très loin. Un embargo tout indiqué pour soutenir les prix tant l'absence du pétrole russe sur le marché aucun producteur ne pourra le

«récupérer», de l'avis même d'analystes partiaux.

La réouverture des marchés a donc vu les deux barils de référence inaugurer un nouveau cycle haussier. Ainsi, à la clôture de la séance de reprise, le Brent marquait une hausse de 2,41%, cédé au prix de 114,24 dollars. Le baril de référence US, quant à lui, a engrangé encore plus, avec 3,35%, soit à un prix de 114,20 dollars. Un aperçu de ce que connaîtra le marché comme tendance, parie un analyse américain «indépendant». C'est, en tous les cas, un avis qui a vite été conforté puisque la première moitié de la séance d'hier, bien que, durant les toutes premières heures, les cours entamaient la journée plutôt calmement. Vers 9 heures (heure d'Alger), le baril de Brent de la mer du Nord (livraison en juillet) était cédé à

113,88 dollars, 0,32% de moins que son prix de clôture, lundi. Quant au baril américain (livraison en juin), il affichait 113,74 dollars, en baisse de 0,4%. Un petit répit, voire un recul pour mieux sauter, puisque les cours des deux barils de référence ont repris de la vigueur. En effet, pas plus tard qu'un petit quart d'heure après les deux petites baisses, soit vers 9h15 à Alger, porté par les nouvelles en provenance de Chine, le baril de référence pour le pétrole algérien a franchi la barre des 115 dollars, marquant 115,14 dollars, soit son plus haut depuis le 28 mars dernier, au contraire du baril américain qui a perdu 0,26 dollars en affichant 113,94 dollars. Nouvelle hausse expliquée par l'impact de la forte demande des produits pétroliers raffinés, essence et distillats, et une offre en soustrance

ainsi que les persistantes craintes des effets de l'interdiction d'accès aux marchés pour le pétrole russe. Et, bien entendu, la libération de l'activité économique en Chine.

Une tendance à la hausse qui s'est stabilisée jusqu'en milieu d'après-midi, lorsque le baril de Brent affichait encore plus de 115 dollars, au même moment où le Président Poutine, dans des propos tenus à une télévision russe, endossait la hausse des prix du pétrole aux sanctions occidentales et un éventuel embargo sur le brut russe, ajoutant qu'en abandonnant les approvisionnements énergétiques de son pays, l'Europe risquait d'acquiescer les tarifs les plus chers au monde à long terme. Ce dont n'ont pas cessé d'avenir de nombreux analystes depuis plusieurs semaines maintenant.

**Azedine Maktour**

قال إنه يفرض ترشيده الوسائل والتحكم في وتيرة ومستوى الإنفاق، راوية:

## نظام المحاسبة الميزانياتي الجديد يسمح بكشف مصير كل دينار

ولفت راوية، إلى أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يكرس مبدأ التسيير المعتمد على النتائج، كما يغير قواعد وكيفية التسيير الميزانياتي والمحاسبي للدولة تغييرا عميقا، مضيفا أن هذا القانون الذي يعد دستورا ماليا حقيقيا لدولتنا، أدرج تحديثات عظمى، تضاهي أهم الممارسات والمعايير الدولية. ومن بين هذه التحديثات، سلط الوزير الضوء بشكل خاص على اعتماد ميزانية حسب البرامج متعددة السنوات والتي ستكون من "بروز فاعلين جدد بمسؤولية أكبر". علاوة عن ذلك، يهدف الإصلاح الميزانياتي إلى "أكثر شفافية، فعالية ونجاعة بغية تبرير استعمال كل دينار"، حسب راوية.

لقواعد المطبقة على الشركات ولا تتميز عنها إلا من حيث خصوصيات نشاط الدولة". وأوضح راوية، أن النظام يشمل أيضا محاسبة تحليل التكاليف، ويتم تزويدها بالمعلومات من المحاسبتين الميزانياتية والعامية، والتي سيكون لها تدريجيا دور في قياس أداء البرامج والعمليات من خلال تسليط الضوء على تكاليفها. كما أشار راوية إلى أن إصلاح حوكمة الميزانية يفرض ترشيده الوسائل، والتحكم في وتيرة ومستوى الإنفاق، بالإضافة كذلك إلى الإستعمال الأمثل للموارد المتاحة والتسيير الحسن للمشاريع، مما سيسمح ببلوغ فعالية ونجاعة الأموال العمومية. مع الحرص على نوعية الجهد المبذول.

أكد وزير المالية، عبد الرحمان راوية، أن المحاسبة الجديدة للنظام المدمج للتسيير الميزانياتي ستسمح بتعزيز فعالية التسيير وجدوى المعلومة على مستوى مؤسسات الدولة. وفي كلمة لوزير المالية راوية ألقاها نيابة عنه المدير العام للميزانية بالوزارة عبد العزيز هايد، أوضح الوزير أن النظام المدمج للتسيير الميزانياتي سيمكن من وضع محاسبة ثلاثية الأبعاد، من شأنها إظهار التدفقات المالية بوضوح، وبذلك يسمح بالتأكد من مطابقة العمليات المنجزة للرخص التي منحها البرلمان". كما أضاف راوية، أن نظام المحاسبة عامة ستسمح بعكس صورة أمينة عن الممتلكات والوضع المالية للدولة، مؤكدا أن هذه المحاسبة تمنح الأولوية



المديرية العامة للضرائب تؤكد أن الإجراء يهدف لمزيد من الشفافية

## هذا هو مرجع أسعار العقار في الجزائر

لرسم الإشهار العقاري وللضريبة على الدخل الإجمالي ( فوائض القيم الناتجة عن التنازلات).

كما أن هذه القيمة التجارية تستخدم من طرف الإدارة الجبائية لتقدير ومراقبة القيم المصرح بها بعنوان التعاملات المنجزة، الخاضعة للضرائب والرسوم المذكورة أعلاه، وكذا تقييم الأملاك بخصوص الضريبة على الثروة.

هذا، وتسعى المديرية العامة للضرائب من خلال نشر مرجع أسعار العقار لإضفاء أكبر شفافية.

وأشارت إلى أنه سيتم تحديث مرجع الأسعار بشكل دوري ونشره على الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب وذلك بمراعاة التطورات التي تؤثر على سوق العقار.

كما سيتم حسب البيان، نشر في الأيام المقبلة، المرجع المتعلق بالقيم الإيجارية التي تستخدم في تحديد أساس الضريبة على الدخل الإجمالي / صنف المداخيل الإيجارية العقارية، على الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب.

■ للمتابعة

■ وضعت المديرية العامة للضرائب تحت تصرف الأشخاص الطبيعيين والمعنويين الذين يقومون بمعاملات عقارية للأموال المبنية و / أو غير المبنية، مرجع أسعار العقار المتعلقة بفترة السنتين 2021-2022، والمدرج حسب الولاية والبلديات والمناطق وطبيعة الأملاك (مباني فردية، جماعية وشبه جماعية، محلات وأراضي... إلخ عبر صفحتها الرسمية.

وأوضحت المديرية العامة للضرائب في بيان لها عبر صفحتها الرسمية، أن الأمر يتعلق بملف يتضمن على نطاق الأسعار (القيمة الدنيا - القيمة القصوى) للقيم التجارية العقارية (سعر السوق)، والذي تم تصميمه من طرف المديرية العامة للضرائب على أساس المعلومات المستقاة من مختلف الهيئات والوكالات والشركات والمكاتب الناشطة في مجال العقارات.

وأشار البيان، أن القيمة التجارية تعتبر المعيار الوحيد المعتمد في التشريع الجبائي الساري المفعول، فيما يخص المعاملات العقارية، من أجل تحديد الأساس الخاضع لحقوق التسجيل و

## بنك الجزائر الخارجي 44 وكالة تقترح منتجات الصيرفة الإسلامية



أكد المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، لزهر لطرش، أنه منذ نهاية سنة 2021 أصبحت 44 وكالة تابعة لهذا البنك العمومي على المستوى الوطني تقدم منتجات صيرفة إسلامية. وقال خلال تدشين وكالة جديدة للبنك بولاية عين الدفلى: "إذا أخذنا بعين الاعتبار إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية منذ 4 أشهر ونصف فقط، فلا يسعنا إلا الإشادة بهذه النتيجة"، مشيراً إلى أن البنك يقوم حالياً بتسويق سبع منتجات بنكية إسلامية، منها ستة منتجات موجهة للخوادم ومنتج واحد للمؤسسات. وأعلن عن إطلاق منتجين جديدين قريباً لفائدة زبائن هذا البنك، معرباً عن قناعته أن هذه المساعي من شأنها إضفاء المزيد من النجاعة لعمل بنك الجزائر الخارجي مع نهاية السداسي الأول للسنة الجارية. ودعا لطرش مسؤولي وكالة البنك بعين الدفلى، لأن يكونوا في مستوى تطلعات الزبائن وتجسيد السياسة التي سطرتها المديرية العامة للبنك. وذكرت، حسينة بلكبير، مديرة الوكالة أن الوكالة منذ تدشينها قبل أسابيع، فتحت 60 حساباً للصيرفة الإسلامية.

ب - م

حاول نشر تقارير مزيفة وتصدينا له  
 بالأرقام.. الرئيس تبون:

## البنك الدولي اعترف بخطئه

أكد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، أن الدولة بدأت في سياسة مع رجال الأعمال الحقيقيين وستصل إلى الطريق الصحيح. وفي مقتطفات مصورة عن فحوى لقاء الرئيس عبد المجيد تبون بممثلين عن الجالية الوطنية بتركيا بثتها رئاسة الجمهورية، أمس، تحدث رئيس الجمهورية عن أطراف تسعى إلى التأثير على المواطن البسيط من خلال غياب بعض المواد الاستهلاكية، وأكد "لن أترك البعض يؤثر على المواطن البسيط". وأضاف "الجزائر مقصودة هناك من لديه عهد أن يتكلم سلبيًا على الجزائر". وفي السياق تحدث رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، عن محاولة البنك الدولي نشر تقارير مزيفة عن الجزائر، قابلتها هذه الأخيرة بالأرقام، وقال "كذبنا كل التوقعات.. البنك الدولي حاول نشر تقارير مزيفة ولما تصدينا له بالأرقام اعترف بخطئه"، مضيفا أن "الدولة الجزائرية الوحيدة دون مديونية وواقفة على رجلها والأمن والأمان متوفر في بلدنا". الرئيس تبون تحدث عن سياسة الدولة التي بدأتها مع رجال أعمال حقيقيين وليس من شوهوا سمعة البلد والمضي لبناء اقتصاد حقيقي على حد تعبيره، وقال "قبل 25 سنة أو أكثر كان اقتصادنا ريعي ووصلنا لاستيراد أمور مضحكة -ولأول مرة وصلنا إلى تصدير 5 مليار دولار خارج المحروقات بعدما كنا لا نتعدى 1.8 مليار والهدف بلوغ 7 مليار خارج المحروقات وستصل للطريق الصحيح". وفي السياق جدد الرئيس دعوته للجالية الجزائرية للاستثمار في الوطن أو المساعدة من بعيد من خلال جمعيات ومؤسسات غير حكومية، مشيرًا إلى وجود مستشار خاص في الرئاسة مهمته الجمعيات.





وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES-CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger